La lettre d'Attac - Oise

N° 8 - Octobre 2003

Sommaire :

Convocation à l'assemblée générale
Forum Social de l'Oise
Forum Social Européen
Calendrier des activités
A Propos de Cancun

Vous êtes invités à participer à la prochaine assemblée générale d'ATTAC Oise, qui se tiendra

le 22 novembre 2003 de 15 à 19 heure

À la salle de la Tour Saint Lucien

2, rue de la Tour à Beauvais

Suite à l'AG, de 19h à 21h nous pourrons dîner ensemble, chacun apportant quelque chose

Voir programme et plan en page 3

Du Forum Social Mondial au Forum Social de l'Oise :

Après le deuxième Forum social mondial (FSM) qui s'est tenu du 31 janvier au 5 février 2002 à Porto Alegre, des Forums sociaux continentaux ont été organisés, notamment en Afrique (Mali, Ethiopie), Asie (Inde), Amérique du Sud (Quito) et Europe (Florence, novembre 2002).

Se sont également créés plusieurs dizaines de Forums sociaux nationaux (Portugal, Nouvelle-Zélande, Belgique, Venezuela, Norvège, Maroc, Pérou, etc.) Des Forums sociaux thématiques ont eu lieu à Carthagène (Colombie) sur la démocratie, les droits de l'homme, les guerres et trafics de drogue ; en Argentine, en Palestine. Enfin, dans divers pays, ont été mis en place de nombreux Forums sociaux locaux.

Tous ces Forums ont vu le jour sur la base de la Charte de principes du FSM.
Selon l'article premier de cette Charte, " le Forum social mondial est un espace de rencontre ouvert visant à approfondir la réflexion, le débat d'idées démocratique, la formulation de propositions, l'échange en toute liberté d'expériences, et l'articulation en vue d'actions efficaces, d'instances et de mouvements de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et toute forme d'impérialisme, et qui s'emploient à bâtir une société planétaire axée sur l'être humain. "

En France, dans la perspective du prochain Forum social européen (FSE) prévu à Paris et à Saint-Denis, ainsi qu'à Bobigny et Ivry, du 12 au 15 novembre 2003, se sont mis en place de nombreux Forums sociaux locaux (FSL) dans tous les départements. (environ 130)

Dans l'Oise nous avons organisé notre propre forum Social. Il s'est déroulé à Creil en mai 2003. Pour un premier forum social local, il est bien réussi, la participation a été bonne (presque 200 personnes), compte tenu du faible temps de préparation (3 mois) . Il semble que les participants soient satisfaits.

Ce fut une occasion unique pour que des associations diverses et des syndicats se rencontrent. On a apprécié que les conférences et animations des tables rondes soient faites au niveau local, par des personnes de l'Oise et la richesse des débats.

Le collectif d'association et de syndicats qui a organisé ce forum social de l'Oise sera présent au forum social européen dans l'espace réservé aux forum sociaux européens. Vous pouvez nous y retrouver (voir le lieu et le programme en page 2)

Un appel à un nouveau Forum Social de l'Oise est lancé. Tous adhérents d'Attac-Oise ainsi que les Syndicats et associations intéressées sont invités à participer à une réunion de lancement le vendredi 28 novembre à 21h à la Bourse du Travail de Creil. (près de la gare routière) Vous pouvez inviter les associations que vous connaissez et qui seraient intéressées par cette manifestation.

MODE D'EMPLOI

Où Paris (grande Halle de la Villette), Saint-Denis (nouvelle mairie) , Bobigny (Parc de la Bergère), Ivry-sur-Seine (centre commercial Jeanne Hachette)

Quand du 12 au 15 novembre

Qui Des acteurs de la société civile et des organisations du mouvement social qui s'opposent au néolibéralisme et qui s'emploient à bâtir une société planétaire axée sur l'être humain

Quoi Le FSE est un espace de réflexions, de confrontation d'analyses, de convergence d'idées, de mise en réseau d'actions et de formes alternatives à la marchandisation de l'homme et des biens communs de la planète.

—> Accueil sur place à partir du 10 novembre

Il est ouvert à tous.

Concrètement ce sont :

⇒ Des conférences plénières, des séminaires et des ateliers (de 9h à 21h)

⇒ Des spectacles artistiques, projections de films, expositions et concerts

⇒ Une grande manifestation parade le 15 novembre (départ 14h de république) qui s'achèvera par une fête autour de bals, guinguettes et concerts.

⇒ Des actions solidaires : villages, restauration, hébergement chez l'habitant

⇒ Un accès à tous les lieux pour les personnes handicapées

INSCRIPTION

Inscription des organisations (voir : www.fse-esf.org)

Inscriptions individuelles : Les frais d'inscriptions sont calculés à partir de la fourchette de rémunération mensuelle suivante :

Pour les personnes sans revenu ou à faible revenu : 3 euros.

Pour les personnes au revenu mensuel inférieur à 1000 Euros : 10 euros + 1 euro (=10% pour le fond de solidarité).

Pour les personnes au revenu mensuel compris entre 1000 et 2000 Euros : 30 euros + 3 euros (=10% pour le fond de solidarité).

Pour les personnes au revenu mensuel supérieur à 2000 Euros : 50 euros + 5 euros (=10% pour le fond de solidarité).

Comment payer ?

Paiement en ligne : dès mi-octobre (http://www.fse-esf.org)

Règlement par chèque : à l'ordre de l'Association pour le Forum social européen 2003. Adresse : Association pour le Forum Social Européen BP 6594 ' 75065 Paris. Cedex 02 - *Mentionner le nom de l'organisation, le nombre de délégués et le numéro de dossier internet*

Programme : plénières, séminaires, ateliers

1) Les plénières

Les plénières constituent un état des lieux de la réflexion des organisations du FSE sur les enjeux fondamentaux de l'alter mondialisation - 5 axes de réflexion (Contre la guerre pour une Europe de la paix...— Contre le néolibéralisme... — Contre la logique du profit... — Contre le processus de marchandisation pour une Europe démocratique... — Contre le racisme, pour une Europe accueillante...)

2) Les séminaires

Les séminaires sont organisés par des réseaux européens ou en collaboration entre plusieurs groupes ou associations de différents pays européens. et constituent un approfondissement des plénières. Leur objectif est de proposer des propositions alternatives au système néolibéral actuel, ainsi que des campagnes citoyennes concrètes, comme celle contre la guerre l'année dernière.

3) Les ateliers

Les ateliers présentent des pratiques, des luttes, des réflexions particulières à une organisation ou à un groupe d'individus. A la différence des séminaires, ils sont directement organisés et proposés par les organisations qui le souhaitent, indépendamment de leur adéquation au programme.

Autres manifestations

Le village de l'économie sociale et solidaire

Le Village proposera une mise en application des alternatives proposées et défendues pendant les conférences, des lieux de vie et de découverte de l'économie sociale et solidaire. Il se tiendra sur le site de l'association « l'Usine » 379, avenue président Wilson 93210 Saint-Denis.

Espace européen des forum sociaux locaux :

Un espace de discussion autour des forum sociaux locaux est ouvert à la Chapelle du musée , 22bis rue Gabriel Péri à Saint Denis

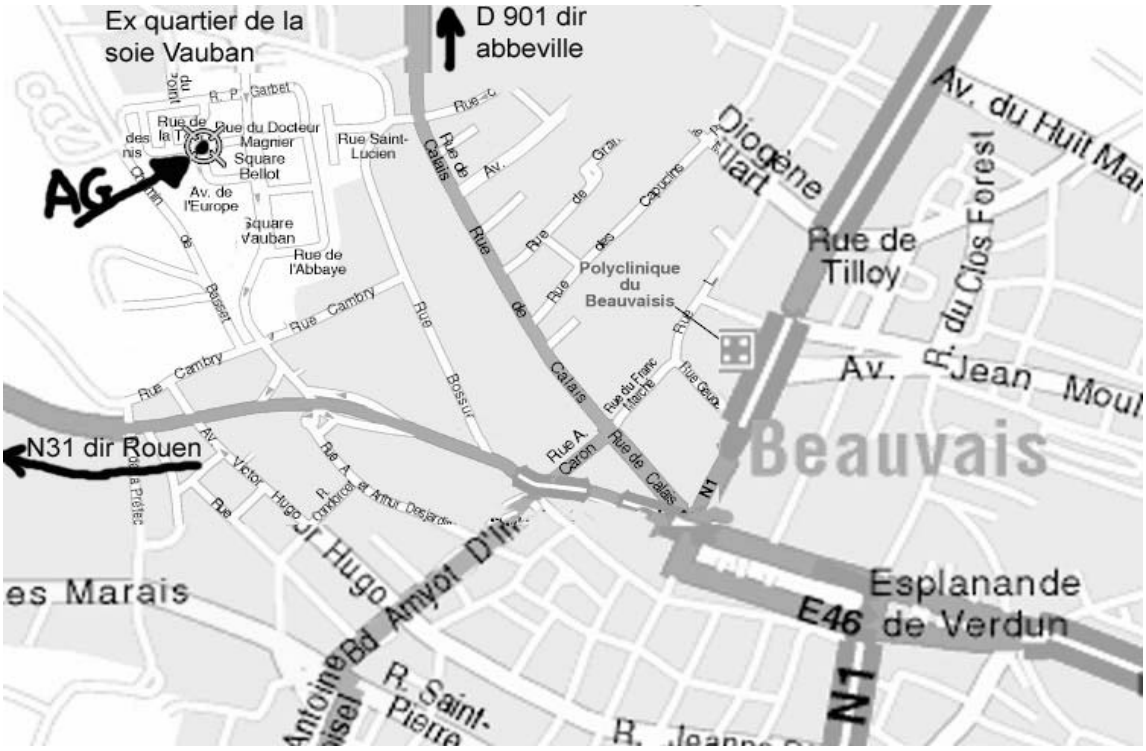
Jeudi 13 novembre — 14-17 heures : séminaire européen "Que sont les forums sociaux locaux ?"

18 heures : intervention des "Invendables " sur la constitution européenne.

Vendredi 14 novembre — 9- 12 heures : séminaire européen "Démocratie participative : quelle citoyenneté pour chacun ?"

14-19 heures : rencontres thématiques "Du local au global ... et inversement" (programme détaillé disponible le 13 à l'espace FSL)

Samedi 15 novembre — 9-12 heures : séminaire européen "Quel avenir pour les forums sociaux locaux?"



Plan d'accès AG du 22 novembre

Ordre du jour de L'AG d'attac Oise:

Point 1 — à l'attention des nouveaux adhérents : présentation d'ATTAC France et d'ATTAC Oise — Remise d'un dossier spécifique

Point 2— Rapport financier

Point 3— Rapport Moral

Point 4— Discussion sur les Orientations 2004

Point 5— Election du nouveau CA

Suite à l'AG, de 19h à 21h nous pourrons dîner ensemble, chacun apportant quelque chose

Calendrier ATTAC Oise

Calendrier Calendrier Calendrier Calendrier Calen-

Date heure	Lieu	Objet
4 Nov 2003	Compiègne annexe de la mairie	Réunion du groupe de Compiègne (rappel : réunion les 1er mardi de chaque mois —> 2 dec)
12 au 15 Nov	St Denis	2ème Forum Social Européen
15 nov 2003 14h	Paris Républi-que	Manifestation parade à l'occasion du 2ème Forum Social Européen
18 nov 2003 20h 30	Maison de voi-sinlieu, rue de paris	Réunion du groupe de Beauvais. (rappel : réunion les 3ème mardi de cha-que mois)
21 nov 2003 20h 30	Montataire Salle sous la Mairie	Réunion du groupe de Creil (rappel : réunion les 3ème vendredi de chaque mois —> 21 nov —> 19 dec)
22 nov 2003 15h	Beauvais	Assemblée générale
28 nov 2003	Bourse du tra-vail de Creil 21h	Réunion Bilan du Forum social Européen et Préparation d'un 2ème Forum Social de l'Oise

A PROPOS DE CANCUN

C'est la 5ème conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Cancun du 10 au 14 septembre derniers.

Ces lignes sont inspirées ou extraites de documents rédigés avant et pendant la conférence par Raoul Marc JENNAR chercheur auprès d'Oxfam Solidarité (Bruxelles) et l'Unité de Recherche, de Formation et d'Information sur la Globalisation –URFIG – (Paris).

On se souvient qu'en 1999 à Seattle, la 3ème conférence n'avait pas abouti, notamment le *Millenium Round* n'avait pas commencé, contrairement aux vœux de la Commission Européenne qui avait donné à Pascal LAMY le mandat le plus large en vue d'une libéralisation tous azimuts.

C'est ce même mandat qui a été confirmé en 2001 en vue de la 4ème conférence à Doha ; au prix de multiples manipulations, les pays riches ont imposé un programme de négociations, mais n'ont pu toutefois obtenir que commencent des négociations sur toutes les matières qu'ils avaient envisagées avant Seattle.

L'objectif de Cancun était alors d'obtenir la décision de négocier sur les nouvelles matières.

Il faut savoir que préparation et déroulement des conférences sont l'objet de manipulations où la démocratie n'a pas sa place. A chaque fois les procédures sont différentes, et les règles relèvent de l'arbitraire des pays riches, selon les opportunités. Une quinzaine de pays vient de proposer un ensemble de règles permanentes pour mettre fin à ces pratiques.

Quelques flashes envoyés de Cancun :

« CAMBODGE

La journée s'achève par une déclaration qui fait du bruit : dans son discours officiel d'accession à l'OMC, le Ministre cambodgien du Commerce, mon ami Cham Prasidt, a décrit l'épreuve que furent les négociations d'adhésion. Il a conclu en invitant toutes les délégations des pays en développement à *lire de la première à la dernière page le rapport d'Oxfam sur l'adhésion du Cambodge.* Une vraie gifle à tous ceux qui racontent que l'OMC est une institution soucieuse des pays les plus pauvres, mais une sacrée gifle aussi aux pays comme l'Australie, les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon, principaux donateurs au Cambodge, qui ont usé et abusé de leur influence pour exiger l'inacceptable. J'ai décidé d'ajouter un chapitre au livre que je prépare sur le double langage européen et j'y raconterai le comportement de la Commission pendant ces négociations. Rien à voir avec ce que raconte Pascal Lamy. »

« NOUVELLES MATIERES (le retour de l'AMI) En marge du groupe de travail, les Ministres représentant 70 pays ont publié une déclaration signifiant qu'il n'y a aucun consensus explicite pour décider de commencer des négociations sur l'investissement, la concurrence, les marchés publics et la facilitation des échanges. Au cours d'une conférence de presse, le Bangladesh qui s'exprimait au nom des PMA, la Jamaïque qui s'exprimait au nom de la Communauté des pays des Caraïbes, le Botswana, la Chine, Cuba, l'Egypte, l'Inde, l'Indonésie, le Kenya, la Malaisie, le Nigeria, les Philippines, la Tanzanie, le Venezuela, la Zambie et le Zimbabwe ont tous redit leur refus du lancement d'une négociation sur ces matières. Il n'y a pas, comme exigé par la Déclaration de Doha, de consensus explicite pour un tel lancement. Et ce G 70 refuse toute forme de marchandage entre ces quatre matières et d'autres questions à l'ordre du jour de la conférence. Quelques pays ont exprimé un point de vue différent : le Chili, la Colombie, le Pérou ont fait savoir qu'ils accepteraient l'ouverture de négociations s'il y avait des progrès sur d'autres dossiers, en particulier le dossier agricole. Le Maroc a annoncé son appui à l'ouverture de négociations. »

« COTON Le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad demandent que les subventions sur le coton soient éliminées là où elles sont pratiquées (surtout aux USA). Ces subventions menacent directement les pays d'Afrique du Centre et de l'Ouest où la culture du coton représente 80% des recettes d'exportation. Cette demande a pris des proportions très grandes dès l'ouverture de la conférence vu son caractère éminemment symbolique : les quatre pays ne demandent pas de traitement préférentiel ; ils demandent, conformément aux règles de l'OMC, qu'il soit mis fin à des distorsions. C'est ce qu'a relevé le directeur général de l'OMC qui a pris le dossier en charge dans un groupe de travail distinct. La délégation américaine a répondu en appelant ces pays à diversifier leurs activités économiques. L'Union européenne a exprimé avec condescendance sa sympathie pour les quatre pays. L'Afrique du Sud, l'Australie, l'Argentine, le Bangladesh, le Cameroun, le Canada, l'Inde et le Sénégal ont exprimé leur soutien à la demande des quatre pays africains. »

Le dernier communiqué envoyé de Cancun par Raoul Marc JENNAR, intitulé LES LIMITES DE L'ARROGANCE traduit la joie des diplomates et ministres des pays qui se sont opposés fermement au projet de déclaration ministérielle, malgré les pressions qu'ils ont eu à subir de la part des anciennes puissances coloniales européenne.

Et le message se termine par une photo de Pascal Lamy avec, en surimpression :

« Un foutoir, cette OMC, avec sa règle de vote à l'unanimité

A l'avenir, il serait souhaitable que les décisions prises, par les pays riches, soient simplement notifiées aux pays pauvres »

S'il ne l'a pas dit, on peut croire qu'il l'a pensé très fort..

Par Thomas Deshoulières
Militant d'Attac, Président d'Agora

La bataille de l'eau dans l'Oise

En mai 2003, le groupe d'Attac Compiègne décide d'organiser deux conférences publiques sur le thème de l'eau. La première avec François Veillerette du MDRGF (Mouvement pour les Droits et le Respect des Générations Futures), la deuxième avec Jean Luc Touly de l'ACME (Association pour le Contrat Mondial de l'Eau) et Pierre Rechenmann (Horizon 2015, Bureau d'étude Indépendant). Les sujets abordés furent la pollution des eaux en France par les pesticides et les nitrates, ainsi que le monopole et la corruption des multinationales de l'Eau françaises et les profits engendrés par cette gestion de service public.

L'eau, pour Attac est un thème transversal et fédérateur. En effet, ce sujet recouvre des questions aussi diverses que la défense et la gestion des services publics, la démocratie participative des habitants-usagers d'une ville, la domination économique des multinationales, le financement du FMI et les privatisations ordonnées par l'AGCS et l'OMC, le développement des pays du sud privés d'eau potable (souvent polluée ou trop rare) mais rejoint aussi les problèmes liés à l'agriculture intensive avec les pesticides et les nitrates.

L'eau est une ressource indispensable à la vie sur terre, qui ne peut être substituée.

Pour Attac c'est un bien commun qui doit rester dans une économie non marchande et qui ne devrait pas faire œuvre de profit et de rentabilité économique.

En France, l'eau n'est pas "privatisée", comme certain pourrait le penser. La gestion de l'eau est gérée pour environ 80% des français en délégation de service public par contrat d'affermage. C'est un système plus fin : les collectivités financent les gros investissements (station d'épuration, station de traitement de l'eau potable…) et les fermiers (Vivendi, Lyonnaise et Bouygues) gèrent au quotidien, perçoivent les factures et dégagent les bénéfices.

Depuis Mai 2002, un collectif d'usagers et d'associations s'est monté à Compiègne sous le nom d'Agora pour étudier le cas de la CCRC (Communauté de Commune de la Région de Compiègne). Association Loi 1901 liée à Attac, nous travaillons notamment avec le groupe Eau d'Attac France et nous nous sommes fixés trois grands axes de travail :

1)Promouvoir un retour en gestion publique de l'eau (appelée régie directe)

Pour cela nous étudions les rapports annuels de l'eau et de l'assainissement ainsi que les comptes administratifs qui leur sont liés afin de dégager les chiffres clé de l'eau sur la CCRC. Ensuite Pierre Rechenmann, expert indépendant et membre d'Attac Oise, nous montrera avec ces données comment simuler le coût d'une gestion en régie direct. Comme la gestion publique ne doit dégager aucun bénéfice, nous nous attendons à des économies de 15 à 30% comme celles déjà observées dans d'autres communes (Grenoble par exemple). Notre idéal de gestion est donc le suivant : gestion publique de l'eau (la commune gère les infrastructures et perçoit les factures), et fait appel au privé si besoin pour l'étude et le dimensionnement d'infrastructures (bureau d'étude) et pour la construction (besoin de matériel important). Ceci n'est pas une utopie c'est déjà le cas dans plusieurs villes du sud Ouest organisées en EPCI comme Poitiers, Nantes, Angoulême, Niort…

2) Encourager la participation des citoyens dans la gestion de la ville

La gestion publique d'un service public n'étant pas gage de transparence (surtout aux vues du comportement d'EDF), il nous semble indispensable que les citoyens s'organisent pour avoir accès aux documents de gestion et puissent intervenir et être entendus sur un service qui leur est dû. Pour cela nous essayons de rentrer dans la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) obligatoire pour les communes de plus de 30000 habitants et dont le pouvoir est renforcé depuis la loi sur la démocratie de proximité de 2000.

3) Lutter contre la pollution des eaux par les pesticides et pour le respect de l'environnement.

Par exemple l'eau de Compiègne ne respecte pas le seuil de pollution maximal de 0,1 □g par litre, elle est ainsi déconseillée par la DDASS aux nourrissons, femmes enceintes et personnes sensibles. Mais qu'est-ce qu'une personne sensible ?

Nous avions organisé en Mai 2002 pendant le forum social de l'Oise une table ronde autour de l'eau. Et ce fut un petit succès par la qualité des échanges et du débat.

Nous avons prévu, une fois le travail sur la CCRC terminé, de nous préoccuper de la région de Creil où le contrat d'affermage arrive à échéance en 2004, et où la situation politique, vis à vis de la mairie, est peut-être plus favorable.

En effet nous estimons que 5000 (sur 8000) contrats en France vont arriver à échéance dans les 5 prochaines années. L'eau sera d'ailleurs un axe majeur dans l'année 2004 pour Attac France.

Que Faire ?

Nous sommes intéressés par les petites démarches que chaque adhérent pourrait faire auprès de sa mairie (demander une copie du rapport sur l'eau, du compte administratif et du contrat d'affermage par exemple) mais aussi si vous en avez l'envie et la motivation nous aider à sensibiliser les habitants de l'Oise sur ce sujet.

Si vous voulez contribuer à la bataille de l'eau dans l'Oise et nous rejoindre, vous pouvez nous contacter aux coordonnées ci-dessous.

Thomas Deshoulières	Attac Oise-Agora	26 bis rue de la 8e division tel : 06 82 69 52 99 thomas.deshoulieres@wanadoo.fr

Pour contacter les associations qui nous aident dans notre démarche :

François Veillerette	MDRGF	7 rue principale, 60380, SaintDeniscourt Tél ou fax au : 03 44 82 70 37 mail : courrier@mdrgf.org
Pierre Rechenmann	Horizon 2015	Chantilly / prechenmann@h2015.com
Jean-Luc Touly	ACME	22, rue de Milan 75009 Paris Tél : 01 53 25 10 40 mail : touly@acme-eau.com